

Opulence et austérité en Grèce d'aujourd'hui : les Trente non Glorieuses.

L'État et les collectivités face aux réfugiés et immigrants

ALEXANDROS DAGKAS
UNIVERSITE ARISTOTE DE
THESSALONIQUE

Changement de direction dans la circulation des hommes : vers le Nord

En 1911, le poète Giovanni Pascoli, à propos de la guerre italo-turque, dans un discours en faveur de l'expédition italienne contre la Libye ottomane, prononça la phrase célèbre « la grande prolétaire s'est mise en mouvement », la prolétaire c'étant désormais son pays. Le caractère héroïque de la version nationaliste du socialisme, adoptée par Pascoli, désigné par Gramsci comme une fausse naïveté¹, exprimait l'époque de l'expansion coloniale pour laquelle Marx avait déjà exposé l'opinion qu'elle avait deux facettes, celle de la conquête par l'Europe des pays des autres continents et l'autre de son influence civilisatrice objectivement imposée sur les sociétés retardées². Un siècle après, on pouvait observer un changement de direction dans la circulation des hommes, cette fois du Sud et de l'Est vers le Nord, sur le territoire européen.

La Grèce en crise

En Grèce, les trente dernières années ont marqué l'effondrement du pays dans le surendettement financier, la dissolution du tissu social et la détérioration des éléments sains de la tradition, avec le passage de la conscience nationale du patriotisme au chauvinisme. La société grecque après les guerres de la décennie 1940 s'est déplacée vers l'issue de la pauvreté, tandis que culturellement est devenue une masse presque uniforme. L'idéologie officielle de l'État était le nationalisme. Après la chute des régimes sociaux dans les pays du Sud-Est européen en 1989-1991, des raisons de nature essentiellement économique ont poussé, après, des personnes et des populations entières, installées en ex-Union soviétique depuis des siècles (des Grecs, ressortissants autrefois de l'Empire ottoman, immigrant vers l'Empire russe dès le XVIII^e siècle), à revendiquer une origine grecque et à élaborer des

¹ Cf. Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, Einaudi, Torino 1975, pp. 206-210.

² Cf. la position du jeune Marx dans Karl Marx, « Die künftigen Ergebnisse der britischen Herrschaft in Indien », *Karl Marx – Friedrich Engels Werke [MEW]*, Band 9, Dietz Verlag, Berlin 1978, pp. 220-226, et la position du Marx postérieur : *ibid.*, Marx en Jenny Longuet, 6./7. April 1882, Band 35, pp. 298-301.

projets de migration de « retour » vers la Grèce³. En outre, la fin de la Guerre froide et la mondialisation conséquente, mais aussi les guerres locales, ont eu pour répercussion l'entrée massive de populations étrangères, résultant à la distorsion des corrélations politiques et sociales, la dissolution du tissu social et la décomposition graduelle de la culture locale dominante. L'impact direct des guerres et de l'influx des réfugiés et des immigrants économiques illégaux a été la baisse du coût de travail. Le pays semblait avoir connu une croissance économique et apparemment s'élevait socialement, en présentant l'image d'une société d'abondance et de prospérité, avec le recours à des emprunts étrangers continus. La crise a éclaté en 2010 et depuis lors elle est devenue permanente⁴. Pour ces effets, nous pouvons utiliser le terme « les Trente non Glorieuses » faisant allusion aux « Trente Glorieuses » de la forte croissance économique en France après la Deuxième Guerre mondiale et de l'amélioration des conditions de vie du peuple français⁵.

Questions de théorie et de méthodologie concernant les étrangers

L'intention de notre étude est de contribuer à la présentation de la transformation du cadre économique, social, politique et culturel auquel se réfèrent les changements tumultueux en Grèce et plus généralement en Europe. Dans ce contexte, des éléments ayant un poids exceptionnel sont la question des étrangers (réfugiés et immigrants) et la réaction correspondante des indigènes, soit humaniste soit chauviniste. Les collectivités (les réseaux sociaux, le volontariat, le bénévolat et les autres formes de réaction positive envers les étrangers), composées des hommes ayant un respect pour les valeurs des Lumières et un esprit de responsabilité sociale, représentent l'introduction, dans le pays, d'un nouveau facteur de formation de la vie sociale. Sur ce niveau, la position du mouvement social⁶ face à ces activités de type moderne consiste une question d'un intérêt particulier.

Nous pouvons débattre, entre autres, sur deux éléments référant à la théorie et méthodologie qui concernent le mouvement social et le nationalisme. Le premier est les droits de l'homme, et le second est le capital social de Bourdieu.

En référence au premier point, les droits de l'homme, à l'ère de la mondialisation les études sur les droits de l'homme ont adopté une approche – elle a déjà dominé sur la littérature –, dans laquelle la liberté et l'égalité sont les seuls droits fondamentaux. D'autres normes proclamées dans la Déclaration universelle des Nations Unies de 1948, telles que le droit au travail et l'accès à l'éducation et à la culture, ont été ramenées à la catégorie des droits sociaux, et a également été oublié le décret de la Déclaration universelle des Nations Unies selon lequel chaque État doit engager une action distributive dans les domaines économique, social et culturel dans le cadre de son devoir de défense des droits fonda-

³ Cf. Kira Kaurinkoski, *Le « retour » des Grecs de Russie. Identités, mémoires, trajectoires*, École française d'Athènes, Athènes 2018 (c'est un travail qui retrace l'histoire de groupes diasporiques de ces Grecs vers la « mère-patrie imaginée »).

⁴ Cf. Alain Badiou, *Un parcours grec. Circonstances*, 8, Éditions Lignes, Paris 2016, passim.

⁵ Cf. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, Paris 1979. Le titre du livre rappelait les Trois Glorieuses (la révolution de juillet 1830 à Paris).

⁶ Le terme « mouvement social » signifie, dans la présente étude, les activités des courants sociaux et politiques de tendance radicale, dans leur majorité marxistes, cf. Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social*, François Maspéro, Paris 1980.

mentaux de l'homme⁷. On peut constater que, deux et demi siècles après la Révolution française, un cercle vicieux est remarqué en ce qui concerne les valeurs de la classe bourgeoise ; les nouveaux challenges, qui apparaissent continuellement, se trouvent posés constamment contre les valeurs de la révolution bourgeoise, pour la protection desquelles les Européens combattent laissant à côté la tâche de travailler pour l'amplification d'un courant visant au soutien des revendications économiques-sociaux.

Le second point, la théorie de Bourdieu⁸, nous expose le problème selon lequel ce n'est pas la première fois que les approches du capital social ont été oubliées par un changement de terminologie. Suivant la théorie de Bourdieu sur l'inégalité, le rôle du capital social était associé aux relations conflictuelles entre les classes sociales. Le capital social était considéré comme le privilège de chaque individu, à travers les relations et les réseaux sociaux, facilitant la réalisation de ses objectifs personnels. Le capital social, conformément à la perception qui est acquise aujourd'hui par la majorité des hommes, est l'ensemble des valeurs communes que les citoyens partagent dans leurs relations quotidiennes, une sorte de cohésion au sein de la communauté au sens large. Le capital social est apparu, dans un sens encore différent, dans la société civile. Il couvre une approche qui est liée aux moyens que certains organismes collectifs obtiennent pour assurer la cohésion interne entre leurs membres et à surmonter les problèmes découlant de l'action collective. Cette approche, qui relie le capital social au sens du développement et aux pratiques sociales qui unissent des personnes ayant des objectifs d'action collective communs, confère aux réseaux sociaux une dimension politique positive. Au niveau international, dans l'ère de l'après-guerre froide, le phénomène du post-modernisme⁹, dont la caractéristique principale est la souveraineté du marché, a provoqué, au niveau politique, l'affaiblissement de l'État, l'instabilité et les incertitudes du système de partis, et orientation du gouvernement vers la recherche de nouvelles formes d'action associant initiative privée et volontariat. Sur le plan social, le résultat a été le développement de localités, chacune ayant sa propre identité locale. Sur le plan idéologique, les concepts à la fois marxiste ou celui basé sur la notion de l'État-nation ont été laissés de côté. L'école de pensée réaliste, fondée sur la raison et la pertinence, a été rejetée au profit de la théorie de la déconstruction. Une culture mondiale a été détectée, mettant l'accent sur le rôle des idées et des valeurs, et non du pouvoir et des intérêts, dans la formation du changement global. Ce point de vue était enraciné dans la notion selon laquelle les États n'apportent pas leurs objectifs à la communauté internationale, mais plutôt que la culture mondiale contribue à la formation d'identités culturelles et, par conséquent, aux actions des dirigeants de la communauté mondiale, grâce à l'interaction des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales internationales, pour la promotion des idées et des valeurs de la culture mondiale. La culture globale détermine les comportements, légitime les personnes qui agissent volontairement pour le bien commun aux yeux des autres, dirige l'action collective et mobilise les valeurs de l'humanité, défiant l'autorité juridictionnelle de l'État. Des réseaux sociaux font pression sur les États pour qu'ils adoptent des mesures concernant la guerre, les femmes, l'environnement, etc., qui auraient été rejetées dans d'autres circonstances.

⁷ Cf. *United Nations Universal Declaration*, 1948, Article 23, Article 25.

⁸ Cf. Pierre Bourdieu, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 31, 1980, pp. 2-3.

⁹ Cf. Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne*, Éditions de Minuit, Paris 1979, passim.

L'objection à ces efforts est qu'ils créent un consensus sur les valeurs culturelles qui sont soutenues par les élites sociales du monde occidental.

L'implication du mouvement social dans les activités des collectivités

Le système bourgeois est encore jeune. Par exemple, l'esclavage dans les pays industrialisés a été aboli tard, tandis que le droit d'association des citoyens a été établi également tard. Cette constatation peut expliquer en partie l'échec du mouvement social du XX^e siècle à renverser la classe bourgeoise avant la terminaison de son cycle historique. Après l'effondrement du système socialiste russe en 1991 et l'éclipse concomitante de l'économie centralement planifiée, les puissances économiques et financières étaient libres d'imposer leur raisonnement et leur volonté. C'est ainsi que la structure, qui prévaut dans le monde du XXI^e siècle, existe ; les forces financières contrôlent les marchés dans le contexte de la mondialisation et le pouvoir politique, par le biais de la diplomatie, s'efforce de définir un cadre législatif. C'est une histoire ancienne, qui remonte au XV^e siècle, lorsque, selon Braudel, les Vénitiens ont inventé le secteur bancaire¹⁰ et que les institutions financières avaient une vision de la mondialisation. Au sein de cette bordure, on peut retracer l'actualité historique des mouvements des citoyens et des collectivités, à partir des anciennes associations de bienfaisance et des autres collectivités similaires qui ont apparues avant la naissance de la classe ouvrière, jusqu'à la nouvelle phase d'évolution à l'ère de la mondialisation. Les premières associations de citoyens ont fait leur apparition dans le XIX^e siècle, quand les gens se sont plus préoccupés par les conditions sociales et ont décidé d'agir. Ce courant a été accompagné d'une évolution de la pensée politique. Le Congrès de Vienne, en 1814, dont l'objectif était la démarcation des frontières européennes, tenta également de résoudre les problèmes économiques et sociaux, bien qu'il ne fût pas partisan des libertés et des droits civils. Comme beaucoup d'autres initiatives politiques ultérieures concernant la répartition des sphères d'influence entre les Grandes Puissances, le Congrès de Vienne a supprimé les mouvements démocratiques, provoquant la résistance des hommes sous la forme de la création des associations. Un certain rôle a été assigné à des organisations internationales qui, depuis l'époque de la guerre de Crimée, se préoccupaient du développement économique et du maintien de la sécurité. Puis, après un siècle de manque d'activité et à la suite des bouleversements qui ont suivi la Première Guerre mondiale, avec l'effondrement de trois empires européens, la formation de la Russie révolutionnaire et la montée des mouvements de libération nationale, les maîtres de la politique ont finalement décidé de substituer les mécanismes de coercion avec le respect des paramètres politiques et sociaux qui déterminaient les relations internationales. La reconnaissance par la Société des Nations de certaines collectivités en 1919 et sa coopération avec certaines d'entre elles a constitué un prélude à la position adoptée par la plupart des États en faveur des efforts volontaires des citoyens. Après 1945, l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'organe mondial, a accordé aux collectivités un statut consultatif au sein de sa structure. De l'autre côté, le mouvement social, dans la longue durée de sa résistance à l'ordre établi, à partir de 1864 lorsque les marxistes ont commencé leur activité organisée avec la formation de la Première

¹⁰ Cf. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e^{me}-XVIII^e^{me} siècle*, Librairie Armand Colin, Paris 1979, tome III, passim.

Internationale, a été contraint de définir sa position vis-à-vis des collectivités et des autres mouvements non révolutionnaires, tels que les écologistes, les féministes, les campagnes des minorités raciales ou ethniques et les organisations de défense des droits de l'Homme, qui, après la Seconde Guerre mondiale, revendiquaient le statut de mouvements contestataires anti-systémiques¹¹.

Le développement d'une relation efficace entre les syndicats et les collectivités, visant à la justice sociale, a été gâché par un fossé culturel. Les citoyens qui étaient actifs dans les collectivités transmettaient leur culture, qui avait ses origines soit dans l'humanitarisme du XIX^e siècle soit dans leur propre action sociale pour des réformes bourgeoises comme l'abolition de l'esclavage, l'interdiction du travail des enfants et le suffrage universel. C'étaient pour la plupart des gens des couches sociales moyennes ou supérieures – en l'absence des couches sociales subordonnées –, qui tendaient à reproduire leurs propres valeurs bourgeoises. Les travailleurs ont ainsi créé leurs propres collectivités dans divers domaines (parmi elles, les associations du mouvement coopératif, du mouvement des consommateurs, du mouvement pour la paix et du mouvement des femmes). Dans le cadre de la mondialisation, l'action des collectivités ayant des objectifs radicaux et visant à organiser les gens en dehors des associations et plus spécialement les ouvriers en dehors des syndicats ont rencontré l'hostilité du mouvement social. Plus tard, ils ont trouvé un langage commun pour la coopération, car, au fil du temps, les syndicats ont compris qu'ils avaient besoin d'alliés. Les domaines présentant un chevauchement se sont révélés les plus appropriés pour une telle collaboration, en partie à cause de la nécessité d'exercer des pressions. Les organisations syndicales ont bien vu que, dans des conditions d'exploitation où le capital ne les reconnaissait plus comme des partenaires, la solution consistait à rechercher des alliés, comme les collectivités, et à tenter de les radicaliser pour qu'ils se battent pour les droits des couches sociales inférieures. En même temps, les membres des collectivités examinaient la situation selon l'approche de la division de la société en classes sociales, concluant qu'ils ne pouvaient pas ignorer le fait que l'exploitation n'était pas une question de race ou de sexe, mais d'une inégalité en général.

Les collectivités et la Grèce

Partout dans le monde, les collectivités s'efforçaient d'acquérir une légitimité aux yeux du public en tant qu'organisations de volontaires agissant dans le but d'atténuer les souffrances des individus et des populations. Face à la crise et au conflit, même lorsque ceux-ci ne conduisent pas à la confrontation armée et à la guerre, face à tout conflit d'intérêts, les collectivités aspiraient au rôle des pacificateurs par le développement de réseaux de médiation. La protection de la paix, grâce à une stratégie fondée sur le développement économique et social, est devenue le cœur de leur programme. Avec leurs mécanismes de pression, les collectivités sont devenues partie intégrante de la vie diplomatique, influençant les développements.

Comme chaque nouveauté, même s'il s'agit d'un effort idéaliste et altruiste, le phénomène des collectivités présentait des faiblesses innées et était faussé par des pratiques abusives. Ces problèmes étaient nettement plus apparents dans les organisations humanitaires.

¹¹ Cf. Immanuel Wallerstein et als., *Antisystemic Movements*, Verso, London 1989, passim.

La première conclusion est que la neutralité idéologique et politique est impossible. Sur le plan idéologique, l'action des organisations humanitaires ne vise pas à rendre la justice ; il analyse les résultats d'une confrontation plutôt que ses causes, travaillant au niveau de la compassion et du soin pour l'autrui au lieu d'exhorter la communauté internationale à établir la justice par le biais de l'action internationale. Les conflits sont traités non pas comme le résultat des inégalités économiques, de la géopolitique internationale, des accords entre les élites, mais seulement en termes d'action humanitaire qui se concentre sur les individus, offrant des soins aux victimes et atténuant leurs souffrances. Les collectivités ne mènent que rarement des actions basées sur leur propre initiative, car les ressources financières jouent un rôle capital dans les relations de pouvoir inégales et les rapports entre le pouvoir et la subordination. Les centres de pouvoir peuvent utiliser cet atout pour imposer des restrictions, des demandes et des directives politiques. Ces mêmes rapports entre le pouvoir et la subordination sont exprimés dans la sélection des critères relatifs aux plans de coopération, aux contrats de financement, aux clauses exigeant des lignes d'action spécifiques (ces lignes réfèrent au contrôle et à la surveillance attentive des organisations, à l'évaluation des politiques mises en œuvre, ainsi qu'aux instructions et recommandations). Les pays développés exercent une grande influence sur le mécanisme humanitaire en ce qui concerne le processus de prise de décisions. Leurs élites peuvent déterminer le résultat d'une décision pour leur propre bénéfice, de sorte qu'elles profitent également de l'aide humanitaire. Les collectivités, qui sont par définition indépendantes, compliquent encore plus toute tentative d'analyse des relations de pouvoir. En effet, l'étude de leur histoire et de leur développement amène à conclure que, dans la pratique, leurs orientations et leurs activités ont toujours été influencées par les politiques gouvernementales et intergouvernementales. Les collectivités ne respectent pas les règles habituelles d'obéissance et de considération des restrictions ; elles sont relativement libres au niveau des relations avec les États. En contrepartie, elles sont obligées de se soumettre à la nécessité de choisir entre deux alternatives. Le premier choix est de faire preuve de pragmatisme et d'accepter les conditions fixées par leurs commanditaires, afin de réaliser au moins une partie de leurs objectifs ; la deuxième option est de refuser d'accepter les conditions imposées, auquel cas leur action est marginalisée. Les organisations qui tiennent à conserver leur autonomie et à faire leur propre évaluation de la situation dans les cas de conflit doivent faire face à une insécurité financière et politique. Un autre problème grave affectant les organisations humanitaires est le fait que leur action est intermédiée par les moyens de diffusion de masse de l'information, qui sont reliés – habituellement étroitement – aux structures de pouvoir existantes. Des directives sont créées et suivies en ce qui concerne ce qui sera rendu public ; cette structure reproduit le discours du mécanisme humanitaire favorisé par les puissances sociales et politiques au pouvoir afin de façonner l'opinion publique. Les organisations humanitaires sont censées attirer l'attention des dirigeants sur les fronts où une action est nécessaire, mais les domaines d'intervention ne sont pas choisis en fonction de priorités basées sur l'urgence ou l'ampleur du problème. Le temps et la manière qu'un problème humanitaire et ses victimes vont susciter l'intérêt du public et des moyens de diffusion de l'information est déterminé par la politique internationale¹² ; de plus, la fausse représen-

¹² Cf. des constatations connexes concernant les pays occidentaux dans Noam Chomsky, *Profit Over People*, Seven Stories Press, New York 1999, passim.

tation d'une situation est la règle plutôt que l'exception. Face à la commercialisation de l'aide humanitaire, les collectivités décident qu'elles ne peuvent pas échapper aux lois du marché libre ; le résultat est que l'injection de leurs fonds favorise le marché noir. D'innombrables rapports et analyses soulignent l'inefficacité et la mauvaise gestion de l'aide humanitaire. Les mesures préventives contre de tels phénomènes indésirables et la sanction des responsables n'ont pas réussi à éliminer le problème.

En Grèce, le tempérament des indigènes et leur culture et mentalité conduisent souvent à des comportements idiosyncrasiques. Les collectivités internationales, qui adoptent des positions éthiques en conflit avec l'opinion publique grecque, étaient inacceptables pour la population. Dans un pays où les développements internationaux sont acceptés lentement et avec hésitation, des tentatives ont été faites pour imposer de nouveaux modèles et arrangements sociaux par les hauts échelons du pouvoir ; les élites sociales ont adhéré à ces développements et les ont promus. Dans les couches sociales inférieures, toutefois, l'identité culturelle grecque est une caractéristique nationale très étendue qui ne permet pas le développement d'identités locales spécifiques. L'identité culturelle reste fortement liée à la tradition grecque, et il en résulte une régénération constante de l'attachement à l'institution de l'État, en tant que parapluie couvrant tout. L'autre caractéristique nationale est le recours au système de partis, qui a toujours été considéré seul moyen de résoudre les questions sociales. La défense des droits des couches sociales inférieures (le droit au travail, les conditions de vie décentes, l'éducation, la santé), les progrès dans la libéralisation des institutions et la démocratisation de la vie sociale sont des problèmes récurrents de la vie grecque contemporaine, reflétant l'observance démodée des traditions progressistes et l'imaginaire des valeurs en danger lors des conflits sociaux passés (la résistance antifasciste en 1936-1944, la guerre civile en 1947-1949, la dictature militaire en 1967-1974). L'attachement aux institutions traditionnelles va de pair avec la non-adoption par les citoyens grecs des formes d'action novatrices que l'on trouve dans la période postmoderniste. Une manifestation qui se limite souvent au niveau de l'imaginaire ou aux marges de la réalité virtuelle et qui ne présuppose pas la participation directe des hommes à une action, mais confie la solution des problèmes à un représentant, a très peu d'attrait pour le citoyen grec moyen.

En ce qui concerne les collectivités qui ont une activité dans le pays, la situation a évolué, dans la pratique, dans deux directions distinctes, qui se sont développées parallèlement. L'une d'elles était celle adoptée par l'État, les partis politiques (les libéraux et les sociaux-démocrates) et les autres organisations institutionnelles, avec le consensus des élites sociales. La seconde était celle qui s'inscrivait dans le comportement politique des couches sociales inférieures et qui était liée à la tradition et à la culture grecques. Le résultat immédiat était que le second facteur a incité les organisations institutionnelles à suivre une pratique en contradiction avec leurs déclarations.

Au début du XXI^e siècle, les partis politiques ont changé leur opinion pour le rôle et l'utilité des collectivités. L'intérêt des élites sociales pour soutenir le volontariat s'est accru. Cette position a été renforcée par la politique de soutien aux collectivités menée par l'Union européenne¹³. La masse de la société grecque, en revanche, a manifesté une résistance évidente à la diffusion de cette nouvelle tendance ; l'opposition était tout à fait en

¹³ Cf. des réflexions connexes dans Jürgen Habermas, *Zur Verfassung Europas. Ein Essay*, Suhrkamp Verlag, Berlin 2011, passim.

accord avec les traditions sociopolitiques et la culture que les indigènes partagent. Le pays se trouve dans une zone sensible. L'impression générale est que l'action des collectivités a été politisée au profit d'objectifs et de valeurs étrangers, qu'elle est un nouveau moyen d'exercer une influence et d'appliquer des modèles des métropoles à la périphérie. Les citoyens avaient une expérience de cette conclusion pendant la Guerre froide, lorsque le plan Marshal a offert, entre 1947 et 1951, une aide financière, en vue du rétablissement du pays, pour des raisons clairement géopolitiques. Dans les pays balkaniques voisins, les collectivités ne sont pas appréciées. Les gens se tournent vers le capital-risque et l'investissement pour réaliser des profits plutôt que vers l'activité des collectivités. De même, en Grèce, on a l'impression que les promoteurs ont tendance à défendre leurs propres intérêts et objectifs plutôt que ceux des personnes qu'ils sont censés servir.

Les élites sociales grecques n'ont pas contribué de manière significative aux efforts déployés par la communauté internationale pour faire face aux crises et aux catastrophes, pour lutter contre la pauvreté et pour améliorer les conditions économiques et sociales des pays en développement, en raison de la vive résistance du peuple à toute proposition de participation aux opérations en dehors de la Grèce. Le pays a participé à des initiatives humanitaires et de développement internationales dans divers pays. Dans certains cas, les dirigeants au pouvoir ont estimé que la présence des forces grecques dans les missions militaires de maintien de la paix améliorerait l'image du pays et créerait les conditions nécessaires à la promotion de ses propres intérêts. Ces décisions ont provoqué une tempête de réactions à l'intérieur, dans la société, car elles étaient en contradiction avec le rôle traditionnel pacifique et non militaire de l'État et la culture d'introversion correspondante au sein des couches sociales inférieures. Avec très peu d'exceptions (la campagne en Russie septentrionale en 1919, la campagne contre Ankara en 1922, l'invasion en Bulgarie en 1925, la participation dans la guerre de Corée en 1950-1953), la Grèce, depuis qu'il est devenu un État souverain dans le XIX^e siècle, n'avait pas participé à des actions militaires ni à des interventions sur un sol étranger. Au contraire, la Grèce a été victime d'attaques successives et d'occupations étrangères. La réaction de l'opinion publique au développement de la soi-disant initiative privée (entreprises de capital-risque) dans les Balkans et à l'Est européen après la chute de leurs régimes en 1989-1991 était tout aussi négative, sur la base de la conviction que le décollage de l'économie grecque dans les années 1990, après que le pays eut adhéré à l'Union économique et monétaire, n'a apporté aucun gain matériel immédiat à la population en général, ni une réduction du chômage.

Les collectivités n'ont pas suscité l'intérêt du public. Les moyens de diffusion de l'information tirent leur matériau de sources liées au gouvernement et à ses fonctions. Les organisations syndicales, grâce à leurs liens avec le système des partis, ont facilement accès aux médias, beaucoup plus que les collectivités. L'attitude des médias a été façonnée par l'humeur du public et par l'influence du mouvement populaire depuis la chute de la dictature en 1974 – ce même mouvement était organiquement lié à l'appareil politique et était utilisé comme moyen d'atteindre l'objectif de l'ascension au pouvoir. La perception postmoderne des collectivités en tant qu'organismes défendant leurs propres objectifs, à l'instar du mouvement pour la liberté en matière d'identité de genre et de vie sexuelle, était considérée comme responsable de l'invasion de modèles étrangers de culture politique. Sous ce type de pression, les collectivités ont adopté le politiquement correct pour trouver un endroit où elles puissent survivre.

Les partis politiques promeuvent traditionnellement les questions sociales. Pour les Grecs, la politique est un mode de vie. L'expérience a montré que les relations des pôles traditionnels du pouvoir ne changent pas facilement, et ne permettent pas l'apparition d'un nouveau modèle plus ouvert d'organisation sociale, qui serait en mesure de proposer des solutions alternatives aux problèmes actuels. La Grèce, pays de tradition de gouvernement centralisé, n'a pas de précédent en matière d'auto-organisation citoyenne. Il n'y a pas de tradition au sein de laquelle les collectivités pourraient trouver une culture prête qui inciterait les gens à offrir le soutien social nécessaire et proclamerait la société civile en tant que facteur social établi. Le système d'appui à l'État et aux partis politiques continue de fonctionner sous une autre apparence. Cette culture politique a été retravaillée et ne caractérise plus seulement l'état du parti politique, mais s'est étendue et est devenue une partie inséparable de la sphère sociale plus vaste et de ses organisations. Dans ce système, tous les partis et organisations, malgré leurs différences idéologiques, leurs différends et leurs conflits, travaillent enfin ensemble pour régénérer les caractéristiques constitutives de l'État-nation grec. En ce sens, la question ne concerne pas le retard ou le sous-développement de la société civile en Grèce, mais sa provenance et sa formation historiques et sociales.

À propos du mouvement syndical, les collectivités ont été accueillies avec hostilité par les travailleurs organisés. Dans certains cas, elles ont été critiquées du point de vue de la lutte de classes, souvent très sévèrement. Le volontariat en tant que substitut à l'action de l'État dans le domaine de la protection sociale était considéré non seulement comme une mauvaise politique, peu susceptible de traiter les problèmes sociaux structurels de la société contemporaine, mais également comme dangereux d'un point de vue idéologique car il cherchait à changer la nature de l'opposition politique de la sphère publique à celle privée, ainsi que de l'État assumant la responsabilité de ses citoyens à l'initiative privée. L'action volontaire organisée collectivement au sein des partis politiques est liée aux mouvements dans la société qui visent à l'élaboration d'une stratégie basée sur une participation directe, alors que le volontariat est une stratégie d'intégration des élites sociales dans le système dans le but de la réorientation de l'État grec vers le marché mondial. Historiquement, le volontariat, basé sur la philanthropie des couches sociales privilégiées, depuis le temps de leurs gestes d'intérêt pour les pauvres qui souffrent, dissimulait l'inégalité des classes sociales. Au XX^e siècle, l'action et l'organisation des travailleurs grecs en syndicats et en partis ont soutenu les revendications en matière d'assurance sociale, d'emploi et de résolution des problèmes de leur classe, non pas en tant que questions dépendantes de la bonne volonté des privilégiés, mais comme droits fondamentaux de l'homme. Le même point de vue souligne que les organisations de volontaires, en particulier celles qui jouent un rôle de direction dans le secteur des organismes de bienfaisance et de protection sociale, ne peuvent compenser les lacunes de la politique de l'État. Leur rôle est accessoire, car ils ne peuvent pas résoudre les problèmes endogènes d'inégalité et de pauvreté qui caractérisent la structure sociale des sociétés post-capitalistes.

Le système institutionnel grec n'a pas pu résister à la pression de l'opinion publique et a reculé au détriment du volontariat. Certaines formations politiques ont soutenu les collectivités en théorie, mais avec des réserves quant à leur développement pratique, exigeant des garanties que la société civile conserve son autonomie et ne soit pas sacrifiée aux intérêts d'un parti ou à des intérêts privés. De même, quand une campagne bruyante a exigé la reconnaissance institutionnelle des collectivités, les dirigeants politiques étaient sceptiques

face à une telle évolution, ce qui donnerait à un interlocuteur non invité une forte présence sur la scène politique à travers les relations institutionnelles entre l'État et le secteur bénévole en lui permettrait d'influencer des alliances entre partis. Les partis politiques n'étaient pas beaucoup plus réactifs. Les différentes collectivités, à l'aide de pratiques traditionnelles pour soutenir les choix des partis, ont continué de reproduire le cadre de la culture politique à travers laquelle toutes les parties intéressées, indépendamment des différences politiques et idéologiques, pourraient enfin travailler ensemble pour préserver les caractéristiques de base de l'État-nation grec contemporain.

Des formes diversifiées de la lutte en faveur des réfugiés et immigrants

La société civile grecque a adopté des positions souvent très proches de la vision du mouvement social. Elle pourrait, dans certaines conditions, contribuer à la rénovation du système social et politique grec et à la protection des droits des couches inférieures, et enrichir le modèle d'organisation sociale existant. L'obstacle est que ses activités empiètent sur le territoire du mouvement social grec. La présence historique du mouvement syndical est menacée dans la mesure où sa fonction et ses objectifs sont revendiqués par d'autres. Le monopole traditionnel du mouvement social sur l'utilisation des forces sociales s'est heurté à la concurrence, ce qu'il n'est pas prêt à accepter. La question reste de savoir si, à l'avenir, les collectivités seront en mesure d'intervenir dans les relations des pôles de pouvoir traditionnels, le mouvement social étant, en un sens, l'un de ces pôles. En général, jusqu'à maintenant, la tentative de transition de la lutte pour les droits de l'homme du cadre social traditionnel aux collectivités fut en vain. Dans ce pays, dans les limites des identités culturelles et des obstacles qu'elles entravent à la diffusion des phénomènes postmodernistes, le volontariat en tant qu'action postmoderniste a rencontré la résistance du système de relations et de conceptions dominantes, révélant ainsi un fort attachement au cliché traditionnel parmi les Grecs et suscitant d'eux une réponse limitée ou l'indifférence ou l'hostilité envers le nouveau. En outre, il existe une incompatibilité entre l'identité culturelle grecque et les formes d'action contemporaines comme celle des collectivités. Du point de vue de la compatibilité avec l'identité culturelle grecque, les organisations de l'initiative privée, comme des formes alternatives d'action parallèlement à l'action de l'État, représentent un phénomène insignifiant et rencontrent une approbation mince. Comme d'autres éléments imposés à la société grecque, non pas en tant que produits d'une culture préexistante, mais en tant qu'importations, sans tenir compte de la mentalité de la population, les collectivités doivent convaincre les citoyens de la valeur des nombreuses nouveautés qu'ils manifestent, qu'ils servent. Le post-modernisme se trouve confronté avec l'esprit traditionnel combattant en Grèce, une combinaison de la tradition et du nationalisme. Dans l'espace public, le phénomène est caractéristique ; dans la rue, des mots d'ordre traditionnels sont entendus, exprimés par des manifestants qui révèlent de manière vivante l'actualité des visions des jeunes, tandis que d'autres font allusion à la répartition inégale des biens matériels et intellectuels en évoquant la pauvreté, l'injustice et la tendance croissante à l'égoïsme et à la déification du profit matériel. Ces questions sont révélatrices de l'esprit qui existe encore parmi les indigènes, à savoir l'adhésion persistante à la résolution des problèmes de survie et des droits de l'homme selon la voie politique traditionnelle.